

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Prestations de gardiennage des sites de la Cnam de la Savoie

Marché à Procédure adaptée

Article R 2123-1-3° et R 2123-4 du Code de la
Commande Publique

Classification CPV : 79713000-5 – 79710000-4 – 79714000-2

SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES	3
2.	PARTIES CONTRACTANTES AU MARCHE	4
3.	OBJET	5
4.	DUREE, EFFET ET NATURE	5
5.	PIECES CONSTITUTIVES	6
6.	LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION	7
7.	MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	7
8.	LES PRESTATIONS DEMANDEES	10
9.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
10.	MODIFICATIONS RELATIVES AUX LIEUX SURVEILLES	11
11.	PRIX ET REGLEMENT	11
12.	PENALITES	14
13.	OBLIGATION CONVENTIONNELLE : REPRISE DES SALAIRES DU MARCHE	16
14.	SECURITE – CONDITIONS DE TRAVAIL ET RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE	16
15.	CONFIDENTIALITE	17
16.	QUALIFICATION DU PERSONNEL	18
17.	ASSURANCES	18
18.	MODIFICATIONS EN COURS DU MARCHE	20
19.	SOUS-TRAITANCE	21
20.	SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE	22
21.	PERMANENCE ET CONTINUITE DES PRESTATIONS – SERVICE EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL 22	
22.	RESILIATION	23
23.	ARBITRAGES ET LITIGES	23
24.	DEROGATIONS AUX TEXTES GENERAUX	23

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Contexte de la consultation

Une démarche de sureté a été engagée par la branche maladie au titre du volet de prévention du plan de continuité d'activité. Elle consiste à mettre en place une politique en la matière et à prévenir notamment les risques inhérents à la réception du public dans un contexte jugé préoccupant.

A ce titre, la sécurité privée des espaces d'accueil est considérée comme une priorité forte et extrêmement sensible qui exige une haute qualité de prestation.

1.2. Procédure de passation

La consultation est engagée sous la forme d'une procédure adaptée, selon les dispositions des articles L2123-1 2° et R 2123-3 du Code de la Commande Publique.

Le marché comporte des prestations à exécution continue (forfait) et des prestations supplémentaires soumises à BPU activables par bons de commande.

Le marché est mono-attributaires et à bons de commande au sens des articles R 2162- 2 alinéa 2 et R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique passé sans minimum et avec un maximum fixé sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

2. PARTIES CONTRACTANTES

- D'une part, la CPAM de la SAVOIE, située 5 avenue Jean Jaurès 73015 à Chambéry. Ci-après dénommée « l'Organisme »
- D'autre part, l'entreprise titulaire du Marché, Ci-après dénommée « Le titulaire ».

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'organisme ou de son représentant, tel que prévu dans l'article 4.72 du CCTP.

3. OBJET

3.1. Objet de l'accord cadre

Le marché, objet de la présente procédure, porte sur des prestations de gardiennage pour la surveillance et la sécurité des locaux (personnes et biens) des sites de la CPAM de la SAVOIE.

La prestation de sécurité privée s'entend comme la prévention et la surveillance des sites et des personnes par des agents agréés d'entreprises privées.

Les sites concernés sont des locaux d'accueils du public des Organismes.

Il est rappelé au titulaire que l'organisme doit assurer une mission de service public et qu'en conséquence, les prestations demandées doivent être exécutées sans retard et avec une diligence particulière.

3.2. Allotissement

Sans Objet

4. DUREE, EFFET ET NATURE

4.1. Date d'effet – durée

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois, à compter du **2 janvier 2026**.

Il sera reconduit tacitement par période de 12 mois.

La durée totale du marché, reconductions comprises, **ne pourra excéder 3 ans soit le 1^{er} janvier 2029**. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, la CPAM de la Savoie notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception (mail, remise contre récépissé) avec un préavis de **4 mois avant** la fin de validité du marché.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

4.2. Durée des bons de commande

Après notification du marché au titulaire, l'organisme bénéficiaire pourra transmettre au titulaire des bons de commande pour les besoins ponctuels qui le concerne dans les conditions fixées au BPU. Ainsi l'établissement d'un bon de commande n'interviendra que pour des prestations supplémentaires. Concernant la partie forfaitaire, la notification entraîne automatiquement la passation et donc la réalisation des prestations.

La durée d'exécution du bon de commande est mentionnée sur celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de l'accord cadre mais, compte tenu de la nature des prestations, ils ne sont pas émis pour une période postérieure à la date de fin de validité de l'accord cadre.

5. PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, l'accord cadre est constitué des pièces suivantes par ordre de priorité décroissant :

5.1. Pièces constitutives du marché

L'accord cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement daté et signé par une personne pouvant engager juridiquement la société et notifié par le Pouvoir Adjudicateur ;
- Les annexes financières dûment signées ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots dont l'exemplaire conservé par Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots dont l'exemplaire conservé par le Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- Les annexes techniques spécifiques ;

- La proposition technique du titulaire relative aux dispositions techniques et organisationnelles et le cadre de réponse technique ;
- Les bons de commandes émis.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article. Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi, sont conservés par l'organisme.

La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.

5.2. Pièces générales

1. Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale du régime général ;
2. Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics ;
3. Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics ;
4. Cahier des Clauses Administratives Générales applicables au marché de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié
5. Arrêté du 25 juin 2009 relatif au titre professionnel d'agent(e) de sûreté et de sécurité privée et consolidée le 17 septembre 2014 ;
6. Accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel et son avenant en date du 28 janvier 2011.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces constitutives du marché lors de la remise de l'offre, ne sera admise. Chaque candidat s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Cette liste n'est pas exhaustive, le candidat s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation ayant trait à sa profession ainsi que les règles du code du travail.

6. LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Ce sont ceux qui figurent en annexe 1 du CCTP.

7. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

7.1. Exécution de l'accord cadre

- Les modalités d'exécution sont décrites au CCTP.

Pour les interventions forfaitaires :

La notification du marché entraîne notification du démarrage des prestations forfaitaires. Il n'y a pas d'émission d'ordre de service établi par l'organisme pour les prestations forfaitaires. Les plannings d'interventions sont établis par le prestataire après la notification du marché et selon l'ensemble des

dispositions décrites.

Pour les interventions ponctuelles au titre du BPU :

Les prestations demandées au titre des prestations hors forfait feront l'objet de bons de commande émis par l'organisme demandeur, au fur et à mesure des besoins pendant la durée du marché. Ces devis feront strictement référence aux prix unitaires mentionnés sur l'Acte ~~de~~ Engagement et le BPU.

La transmission du bon de commande est un préalable obligatoire à la réalisation de la prestation. Les BC sont transmis par mail.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation unique pour un meilleur suivi. Les bons de commande indiquent :

- les références de la procédure,
- le numéro du bon de commande,
- l'adresse exacte du site auquel il se rapporte,
- la définition exacte du gardiennage à effectuer sur la base des coûts horaires définis dans l'acte d'engagement :
- le nombre de gardiens,
- les jours concernés par le gardiennage,
- les horaires à effectuer,
- le montant H.T. et T.T.C.,
- les coordonnées du titulaire et son numéro de compte,
- la signature du représentant de chaque pouvoir adjudicateur ou toute personne qu'il aura désigné à cet effet.

Dans le cas où l'organisme aurait besoin de gardiens supplémentaires, la demande est faite par appel téléphonique ou par courriel et l'affectation effective sur site doit intervenir aux horaires indiqués par l'organisme concerné.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 48h à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

7.2. Nature de la prestation

En vue d'assurer la prestation décrite dans le présent cahier des charges sur site, le titulaire mettra à disposition des agents ayant les compétences pour des opérations de surveillance, de médiation ou d'interventions dans le cadre des prestations demandées.

7.3. Jours et Horaires d'ouverture

Les horaires et jours d'ouverture concernant chaque [sitesite](#) sont décrits dans l'annexe 1 « Typologie des sites ».

Le titulaire est tenu de les respecter sous peine de pénalité définie à l'article 12 du CCAP. Le titulaire doit informer l'Organisme de tout retard ou absence d'un vigile et procéder immédiatement à son remplacement.

7.4. Modification des jours et des horaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de pouvoir modifier les jours ou les heures

d'ouverture pour des raisons de services. Cette modification sera annoncée par un courrier recommandé conférant date certaine au moins 1 mois à l'avance.

En cas d'ajout d'heures ou de suppression d'heures, l'Organisme demandera au titulaire la fourniture d'un nouveau devis relatif à un nouveau forfait mensuel prenant en compte cette modification et établi conformément au bordereau de prix. L'Organisme procèdera à sa validation en veillant à la cohérence du tarif proposé eu égard au forfait annoncé dans l'offre financière initiale.

7.5. Destination des sites

Les sites concernés sont des accueils au public, à savoir soit des assurés, usagers ou partenaires. Les sites sont décrits en annexe du CCTP.

7.6. Accès aux locaux et équipements

Les modalités d'accès aux locaux sont décrites au sein de l'annexe 1 « Typologie des sites ».

Pour les locaux accessibles au moyen de clés ou de badges par les vigiles directement, l'Organisme concerné dotera le titulaire de clés ou de badges, en quantité suffisante, permettant l'accès selon les modalités prévues à l'article 4.4 du CCTP.

L'organisme prévoit une sensibilisation et mémo à destination des salariés du Titulaire afin qu'ils soient intégrés dans la politique de Sureté et pleinement informés des attentes à leur égard.

7.7. Fermetures occasionnelles / temporaires des sites

L'Organisme se réserve le droit de fermer les sites dans les cas suivants :

1. Situation en cas de fermeture programmée

Sont considérées comme des fermetures programmées, la fermeture de site durant les congés, ou la réalisation de travaux (hors travaux réalisés dans le cadre de l'urgence). L'Organisme concerné avertira le titulaire par tout moyen conférant date certaine, dans un délai de 1 mois. Si la date est connue plus tôt, l'Organisme mettra tout en œuvre pour en informer le titulaire.

1. Situation en cas de fermeture impromptue et imprévisible

Sont considérées comme des fermetures impromptues et imprévisibles, les travaux d'urgence, les grèves, les fermetures administratives, les conditions de travail (droit de retrait), fermeture suite à une modification ponctuelle d'organisation.

L'Organisme concerné avertira le titulaire par courriel dans les meilleurs délais et à minima, dans un délai de 72 h.

Dans ces deux situations, fermeture programmée ou impromptue, dans le cas où une information est envoyée dans les délais conventionnels à savoir 1 mois pour les fermetures programmées et par mail 72 heures ouvrées avant la date de la prestation, la facture fera l'objet d'une réfaction dans les conditions fixées à l'article 11.3 du CCAP

Dans le cas d'une information non communiquée dans les délais conventionnels avant la date de fermeture, la prestation sera facturable jusqu'à la réalisation du délai de prévenance.

Toutefois, le candidat précisera dans son offre, s'il propose un délai de prévenance plus

long auquel l'Organisme sera soumis pour annuler sans frais la prestation.

8. LES PRESTATIONS DEMANDEES

8.1. Le gardiennage mensuel

Chaque mois, l'organisme est amené à faire réaliser des prestations de gardiennage au titre du présent marché.

Le détail des prestations minimales est listé au CCTP.

Ces prestations peuvent être complétées des prestations décrites aux annexes du CCTP.

En cours d'exécution, sur l'ensemble des sites des membres du groupement, les horaires et jours de gardiennage peuvent évoluer.

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix forfaitaires fixés au présent marché, sans majoration du coût horaire.

8.2. Les prestations de gardiennages supplémentaires

En cas de besoin de prestations supplémentaires, l'organisme passe commande sur la base des prix fixés dans les annexes financières du présent accord cadre.

9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Réunion de démarrage

Une réunion préalable au démarrage des prestations est organisée à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur. L'Opérateur Economique y assistera obligatoirement.

Elle se tiendra le : **2/12/2025 à 9h30 dans les locaux du siège de Chambéry.**

9.2. Outils à mettre en place par le titulaire

Afin d'assurer la prestation de sécurité souhaitée, le titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre la qualité de la prestation attendue.

Conformément à l'article 23 du CCAG FCS, l'Organisme concerné effectuera une opération de vérification de la prestation. Cette vérification comprend notamment le contrôle du nombre d'heures réellement effectuées dans le respect des plages horaires annoncées dans le présent cahier des charges.

Ce contrôle se fera au moyen des feuilles de présence transmises mensuellement avec la facture sur ChorusPro.

Conformément à l'article 25.1 du CCAG-FCS, seules les prestations admises donneront lieu au paiement de la facture associée.

Si l'Organisme concerné estime, avec justificatifs à l'appui, que la prestation n'a pas été correctement réalisée il sera fait application d'une réfaction de prix proportionnelles aux heures non réalisées.

9.3. Plan de continuité d'activité

Dans les deux mois suivant la date de notification du marché au Titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté au responsable du marché un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le Titulaire lors d'une crise.

Dans le cadre de réponse technique, le Titulaire indique les dispositions actuelles prises dans ce cas. A terme, une fois le plan de continuité d'activité validé par les deux parties au plus tard 3 mois après la date de notification du marché au Titulaire, celui-ci s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites de l'organisme.

9.4. Obligations de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Obligations d'information :

Le Titulaire est tenu de signaler à l'organisme tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

9.5. Plan de progrès

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, un plan de progrès sera mis en place conjointement avec le titulaire.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat maximum 4 mois avant la date anniversaire du marché subséquent soit au maximum avant le 1^{er} septembre 2026. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue des premiers mois au regard des axes de progrès visant à répondre au moins aux thématiques suivantes :

- Accroître la satisfaction de de l'organisme,
- Améliorer en permanence les aspects sécurité, qualité et environnement liés à la réalisation des prestations
- Parvenir à une optimisation financière de la prestation,

Le titulaire présentera à l'acheteur un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès.

Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial. Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché subséquent, notamment les conditions d'exécution financière (pour les axes financiers) il donne lieu à la conclusion d'un avenant par l'organisme bénéficiaire.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courrier entre les parties.

Suivi et pilotage du plan de progrès :

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

10. Modifications relatives aux sites surveillés

L'organisme se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer des sites afin d'adapter la prestation aux évolutions de la politique de sûreté de l'organisme.

Pour un ajout de site, un avenant sera établi. Sur demande de l'organisme, le titulaire établira un devis relatif à un forfait mensuel à partir des éléments transmis par l'organisme.

Pour une suppression de site : une lettre de résiliation sera communiquée avec un préavis de 3 mois. Les factures suivantes devront prendre en compte cette réfaction de prix.

11. PRIX ET REGLEMENT

Le prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (taxe CNAPS incluse), ainsi que tous les frais afférents à la prestation (équipement, déplacement, assurance, ou autres), le titulaire ne pourra invoquer aucun supplément de quelque nature que ce soit.

- **Concernant les prestations de surveillance dites pérennes ou forfaitaires : elles sont traitées sous forme de forfait mensuel par site, recouvrant les prestations minimales et spécifiques mentionnées aux annexes des lots concernés.**
- **Concernant les prestations occasionnelles à bons de commande : elles sont traitées sous forme de forfait journalier comme décrit en annexe financière pour chaque site.**

11.1. Révision des prix

Les prix sont fermes et nets pour chaque période. Ils pourront faire l'objet d'une révision lors de chaque reconduction par application de la formule.

$$P_n = 15.0\% + 85.0\% (I(n) / I(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- P_n : coefficient de révision.
- Index $I(n)$: valeur de l'index de référence au mois n .
- Index $I(o)$: valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment

de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index 010546340 « Services de sécurité privée » (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) –CPF 80.10 – Service de sécurité privée: identifiant 010546040)

Cet indice est consultable à l'adresse internet www.insee.fr.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Si l'indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'organisme, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux prix avec un préavis de 1 mois avant la date du renouvellement du marché. La révision ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

11.2. Modalités de règlement du sous-traitant (s'il y a lieu)

Le paiement direct du sous-traitant sera effectué sur la base de l'attestation du titulaire par laquelle il manifeste son accord pour le paiement au sous-traitant de la somme déterminée au terme de l'acte d'engagement.

11.3. Facturation

Le paiement est effectué à terme échu.

L'organisme se libérera des sommes dues en faisant créditer directement du montant de la facture établie, le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur deux années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

- Les prestations forfaitaires seront réglées mensuellement à terme échu sur présentation de facture. Le montant de chaque facture correspondra au 1/12^{ème} du montant annuel du marché.
- Les prestations hors-forfait seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande.

Le paiement est effectué, après vérification du service fait, à compter de la date de réception de la facture par virement sous réserve des dispositions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements,
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

En cas de réfaction sur facture pour des prestations non exécutées (absence) ou supprimées en application des articles 7.7, il sera procédé à la réfaction suivante :

- 1/22 du prix mensuel habituel pour toute journée non effectuée en cas de fermeture total du site

- En cas de fermeture partielle, application des prix mentionnés à l'annexe financière en fonction de la typologie de poste concernée par la fermeture.

11.4. Paielement

Le paiement est effectué par virement bancaire ou postal sous trente jours (joindre RIB lors de la première facture).

11.5. Intérêt moratoire

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par l'organisme.

Le délai de trente jours ne tient pas compte des délais bancaires.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

A ces augmentations s'ajoutent un montant forfaitaire de 40 euros au titre des pénalités de retard.

11.6. Etablissement de la facture

La facture adressée à l'organisme et sera établie selon la forme suivante :

- La date,
- Les références du marché,
- Le nom et l'adresse du titulaire, Le numéro et la date du bon de commande,
- Le montant hors TVA de la prestation éventuellement ajustée ou remis à jour,
- Le montant et la désignation des prestations,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le taux et le montant CNAPS,
- Le montant total TTC.

Les factures devront être libellées en français et accompagnée d'un relevé des heures effectuées.

Une facture sera établie par site.

Les factures devront être transmises conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation des organismes « Chorus Pro ».

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- Le dépôt d'une facture électronique sur « Chorus Pro » ne doit pas être doublé de l'envoi de facture papier. Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus Pro ».
- Au moment de la signature du marché la Cpm communiquera au prestataire retenu le numéro de SIRET et le code service.

12. PENALITES

Tout constat de carence entraînera, sans mise en demeure, l'application des pénalités listées dans le tableau ci-après. Le titulaire en est informé par e-mail.

La retenue est effectuée sur la 1^{ère} facture mensuelle après constat de non-réalisation de la prestation exigée au présent cahier des charges.

PENALITES APPLICABLES	UNITE	MONTANT H.T
DEFAULT DE CONTINUITE DE SERVICE		
Défaut d'exécution de prestations- plus de 3 retards < 1 h constatés sur le mois (tous postes confondus)	Par retard constaté à partir du 4ème - quelle que soit la durée du retard inférieur à 1 h	150.00 €
Défaut d'exécution de prestations – Absence ou retard constaté > 1h	Supérieur ou égale à 1 heures et pour toute heure supplémentaire -	50.00 €
Abandon de poste (départ anticipé)	Par manquement	200.00 €
Pénalité suite au non-respect du planning	Par jour et par site	15.00 €
DEFAULT DE RESPECT DES CONSIGNES		
Non-respect ou non application des consignes permanentes de site	Par manquement	100.00 €
Intervention du personnel dépourvu d'habilitation conforme à la réglementation	Par manquement	1 000.00 €
AUTRES MANQUEMENTS		
Absence du représentant du prestataire au contrôle contradictoire	Par manquement	150.00 €
Absence du représentant du prestataire lors des réunions programmées	Par manquement	150.00 €
Non-respect du passage obligatoire de l'encadrement sur les sites des organismes concernés	Par manquement constaté	100.00 €
DEFAULT DE REALISATION DES FORMATIONS		
Défaut de réalisation des formations réglementaires	Par agent	200.00 €
Défaut de réalisation des formations initiales sur le site (formation initiale d'un agent en poste et au site)	Par agent	150.00 €
Non-respect des qualifications requises pour la tenue des postes	Par agent	200.00 €
DEFAULT DE REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS		
Non remise de la liste du personnel dans les 10 jours suivants la date de démarrage des prestations	Par manquement	100.00 €
Absence ou retard dans la transmission des documents contractuels notamment dossiers individuels des agents	Par manquement	100.00 €
Non actualisation de liste du personnel	Par manquement	50.00 €
Non remise de la liste du personnel en fin de marché	-	2 000.00 €
Non remise des résultats des autocontrôles et des contrôles contradictoires	Par manquement au regard des étapes obligatoires définis dans la procédure de contrôle de qualité.	300.00 €
Non remise du compte rendu suite aux réunions de suivi	Par manquement	100.00 €
Non production du planning dans les délais	Par manquement	150.00 €
Non remise du Plan de Prévention dans les délais	-	500.00 €
DEFAULT DE MATERIELS ET DE TENUES		
Absence d'une tenue de travail adaptée	Par agent et par manquement	100.00 €
Défaut de fourniture ou dysfonctionnement d'équipement	Par matériel et par manquement	100.00 €

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent quel qu'en soit le montant.

13. OBLIGATION CONVENTIONNELLE : REPRISE DES SALARIES DU MARCHE

La société titulaire devra reprendre au taux conventionnel, fixé par la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité n° 3196 du 15 février 1985, les personnels du précédent marché avec leur accord préalable et suivant les conditions minimums de qualifications exigées par l'organisme.

Le titulaire devra respecter les modalités de transfert et de reprise du personnel de l'entreprise qui assurait les prestations antérieurement à l'entrée en vigueur de l'accord- cadre, conformément à la Convention Collective Nationale des Entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et l'arrêté paru le 29 novembre 2012 rendant obligatoires des dispositions de l'avenant du 28 janvier 2011 concernant la reprise du personnel en cas de changement de prestataire.

Cet arrêté s'applique à tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985.

Le titulaire s'engage expressément à reprendre le personnel du précédent marché dont la liste indicative et anonyme pour chaque organisme figure en annexe n° 2 du CCTP.

Les noms des personnels ne sont fournis qu'au titulaire du marché.

Afin que l'organisme soit en mesure de préparer correctement le lancement de la prochaine consultation, il appartiendra au titulaire du présent accord cadre de faire connaître aux différents membres du groupement, 6 mois avant l'échéance de l'accord cadre, le personnel qui devra être repris par le prochain titulaire en application de la convention collective précitée.

Le candidat trouvera les informations nécessaires à cette reprise en annexe 2. Cette annexe a été établie par les actuels prestataires. La responsabilité de l'Organisme ne saurait être engagée en cas d'inexactitude de ces informations. Au moment du lancement de la présente consultation, malgré nos demandes, le prestataire actuel n'a pas remis les éléments de reprise du personnel.

14. SECURITE – CONDITIONS DE TRAVAIL ET RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers ou les agents des organismes membres du groupement, lors des opérations ;

Le prestataire et son personnel doivent :

- respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de l'organisme,

- respecter le plan de prévention s'il y a lieu.
- fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat.
- doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant, des équipements de protection individuels tels que chaussure de sécurité, gants, etc.
- faire preuve de la plus grande correction, et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de l'organisme avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Le prestataire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de l'organisme, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

14.1 Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre tout nouvel agent à une visite médicale d'embauche, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial qui devra pouvoir être remis au Pouvoir Adjudicateur sur simple demande

14.2 Laïcité et neutralité

Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article relatif à la neutralité et laïcité. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché.

Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

15. Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseur au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura la connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents/informations/de données sur quelque support que ce soit à des tiers sans l'accord préalable de l'organisme.

Le titulaire s'engage à restituer à l'organisme à l'issue de sa prestation ou en cas de résiliation, tous les documents cités sus cités ainsi que leur reproduction.

Le non-respect de ces dispositions expose les contrevenants à des poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels

l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la sécurité et protection des données jointes en annexe 1 du présent CCAP.

Un acte de confidentialité sera signé entre les parties dès notification du marché.

16. Qualification du personnel

Les agents devront être dotés de qualifications et compétences adaptées à la prestation demandées et être en capacité de connaître l'évolution réglementaire en termes de sécurité. Les agents de sécurité doivent être détenteurs de certificat de qualification professionnelle et avoir acquis un certain niveau de connaissance nécessaire à l'expertise requise par la profession.

Le titulaire devra assurer les formations des agents sur lesquelles il s'est engagé dans son offre. L'organisme se réserve le droit de demander au cours du marché la production des attestations de formation et notamment les justificatifs de recyclage.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. Mais l'organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à se justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

En outre, le titulaire veillera à transmettre aux agents de sécurité sur le site sur lequel il est affecté et ce tout au long de l'exécution de la prestation, les fiches de postes détaillées, actualisées et consignées établies par l'organisme.

Il est à la charge du titulaire d'assurer auprès des agents de sécurité une communication fluide et régulière.

Enfin, tous les agents en activité devront être munis de la carte professionnelle en cours de validité. Si le titulaire est dans l'incapacité de communiquer cette carte, l'organisme procédera à l'application de pénalité, voire à la résiliation de l'accord cadre.

17. Assurances

Le Titulaire doit disposer d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile exploitation et professionnelle qu'il peut encourir au titre contractuel, délictuel ou quasi délictuel en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés lors de l'exécution des prestations, objet du présent Contrat.

Le maintien en tout temps de la couverture assurance définie ci-après est une obligation absolue. Toute interruption de celle-ci est susceptible d'entraîner la résiliation immédiate du marché.

De même, l'Entreprise s'engage à souscrire une police d'assurance à effet de la date de départ du Contrat, couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux et autres conséquences d'un défaut de fonctionnement de ses installations ou d'une mauvaise exécution de ses prestations.

Ces garanties couvrent :

- Son activité tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers les sites, entre sites, ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au Contrat,
- Les dommages causés au tiers et en particulier aux immeubles avoisinants,
- Les matériels et objets qui lui sont confiés dès leur mise à disposition et tant qu'il en dispose.

De plus, le Titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique et adaptée, couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment pertes et vol de clefs, de passes généraux ou partiels, cartes d'accès et autres conséquences en découlant.

Ces garanties couvrent :

- La perte et le vol des clefs qui lui sont confiés ponctuellement ou de façon permanente au titre de sa mission
- La remise en ordre de l'organigramme des clefs dans un système hiérarchisé à l'identique
- Le remplacement de toutes les serrures et canons le nécessitant.

La garantie concernant le préjudice de l'organisme resterait acquise dans les cas où l'Entreprise peut s'exonérer de sa responsabilité en cas de vol de clefs, passes, badges et tout moyen matériel d'ouverture.

Le Titulaire renonce à tout recours en responsabilité ou réclamation contre la Cpam, les utilisateurs des sites et leurs assureurs et s'engage à obtenir les mêmes renonciations de tous ses assureurs pour :

- Les vols, tentatives de vols, tout acte délictueux, toute voie de fait, dont l'Entreprise peut être victime dans les locaux mis à sa disposition pour son personnel, son matériel...
- Les dégâts causés auxdits locaux ou à tout élément mobilier ou matériel s'y trouvant et dont il est propriétaire, par suite d'accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux...

Le Titulaire peut à tout moment devoir présenter ses contrats d'assurance.

Dans le cas où le Contrat d'assurance du Titulaire est revu en cours de prestation en réduisant le montant ou la nature des garanties y figurant initialement, celui-ci est tenu d'en aviser sans délai par lettre recommandée et courriel la Cpam et d'envoyer le détail exhaustif des modifications ainsi que les raisons qui les ont motivées.

Les clauses d'assurances résultant d'une modification de police sont soumises à l'organisme qui peut demander une extension de garantie après concertation avec l'Entreprise et éventuellement son assureur (montant des garanties, durée, franchise éventuelle).

En aucun cas le défaut, l'insuffisance d'assurance ou les limites de garantie du Titulaire, ne constitue une limite d'engagement de la responsabilité civile de celle-ci vis-à-vis des préjudices que peut subir l'organisme ou les tiers.

Le titulaire est civilement responsable de son personnel. Il est donc responsable des dommages matériels et corporels qui pourraient atteindre des tiers à l'occasion de l'exécution des tâches.

Il est également responsable dans les mêmes conditions, des dommages qui pourraient être causés

par son personnel aux installations ou aux locaux de l'organisme (siège et sites extérieurs).

Le titulaire devra justifier par une attestation produite avec l'exécution du contrat, qu'il est titulaire d'une police d'assurance individuelle chef d'entreprise, contractée auprès d'une compagnie de solvabilité notoire et couvrant les dépenses pécuniaires causés du fait de son activité dans les lieux.

18. MODIFICATIONS EN COURS DU MARCHE

-
- **18.1 Modifications relatives au titulaire**

Le prestataire devra porter immédiatement à la connaissance de l'organisme concerné par lettre recommandée avec accusé de réception, toutes les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
- à sa dénomination,
- à l'adresse de l'entreprise,
- à la cession de toute ou partie de l'activité.

Et plus généralement, toutes les modifications importantes relatives à son fonctionnement.

18.2- Suspension longue - suppression des prestations

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit des clauses de réexamen du marché.

L'organisme se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre sur une longue période ou supprimer des prestations programmées notamment en cas de

- fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site (zones, paliers etc...) par suite de travaux, - *plus de trois mois*
- de déménagement, avec ou sans relogement ou besoin de gardiennage
- d'inoccupation temporaire de locaux et ce quel qu'en soit le motif.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

Dans ce cas, l'organisme devra en informer, par écrit, le Titulaire dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date de la fermeture du site.

La suspension ou la suppression fait obligatoirement l'objet d'une décision indiquant :

- le motif de la suspension/suppression,
- les prestations qui seront suspendues/supprimées,
- la période de suspension (date de début et date de fin) ou suppression (point de départ),
- le montant des prestations correspondantes à déduire du prix forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée

A cet égard, il est précisé :

- Que le site d'Albertville fait l'objet d'une réflexion de relogement sur la même localité.

En application des dispositions de l'article R 2194-1, ces modifications feront l'objet d'un avenant modificatif de la part du Pouvoir Adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces du marché (CCTP, Annexes techniques etc...).
- diminuant le prix global et forfaitaire mensuel d'un montant égal au prix forfaitaire mensuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.
 - Modifiant au regard des nouveaux besoins tel que définit après négociation.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

18.3 En cas d'événement affectant fortement et durablement les prix :

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre des dispositions de l'article 25 du CCAG, il est précisé que le titulaire devra adresser au pouvoir adjudicateur une demande argumentée établissant les événements cités et joindre à l'appui les justificatifs comptables attestant de l'impact sur les prix.

Outre les solutions prévues à l'article 25 du CCAG FCS, les parties pourront convenir de :

- Modifier la périodicité de la révision de prix
- Prendre en charge partiellement les surcoûts financiers du titulaire Ces modifications éventuelles du marché feront l'objet d'un avenant.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG FCS, ne sont pas exclues des moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre par le titulaire, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision de prix.

En cas de rétablissement d'une situation économique stable et pérenne sensiblement conformes à celles existantes au démarrage du marché, les clauses financières prévues initialement au marché s'appliqueront de nouveau par simple échange de mail précisant la date d'effet.

19. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat à condition d'avoir **au préalable obtenu de l'organisme concerné l'acceptation du sous-traitant.**

19.1. Conditions de fond :

- La sous-traitance ne peut être que partielle. La sous-traitance totale interdite (article L2193-3 du code de la commande publique).
- Le titulaire demeure seul responsable des conditions d'exécution de l'accord cadre et pour toutes les règles qui s'appliquent à sa société (exécution des travaux, personnel, sécurité, respect des règles du droit de travail ...).

Il doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord cadre. Il doit en surveiller le respect par le sous-traitant en procédant à des contrôles ponctuels.

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché :

1. Conformément aux dispositions de l'article R2193-10 du code de la Commande Publique, si le titulaire a perçu une avance, ce dernier devra, pour obtenir l'agrément du sous-traitant, rembourser le montant de l'avance correspondant au montant de la part sous-traitée, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier d'une avance.
2. Si l'accord cadre a fait l'objet d'une cession de créance, le titulaire devra, pour obtenir l'agrément du sous-traitant, transmettre à l'organisme concerné, la demande de modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cession.
3. Si la créance a déjà été cédée ou nantie, une attestation de main levée de l'organisme bancaire.

19.2. Conditions de forme :

- Après l'attribution du marché, la sous-traitance doit être autorisée par écrit dans un « acte spécial » signé par le titulaire et l'organisme concerné.

Après signature de cet acte constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'organisme concerné notifie au titulaire et à chaque sous-traitant cet acte spécial.

- Le sous-traitant doit être accepté par l'organisme et agréé pour ses conditions de paiement. Les pièces à fournir conformément à l'article R2193-1 de décret sont :
 - Les éléments qui seront mentionnés dans « l'acte spécial » concernant la nature des prestations sous-traitées, les renseignements sur l'identité du sous-traitant, le montant maximum à verser au sous-traitant par paiement direct, les conditions de paiement, les capacités professionnelles du sous-traitant.
 - L'attestation de non interdiction à accéder à un marché public du sous-traitant.

20. SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE

En cas d'inexécution de l'une des prestations essentielles prévues au marché qui ne peut être exécutée du fait du titulaire **pendant plus de 2 heures**, l'organisme peut recourir de plein droit à un tiers qui se substitue au titulaire.

Les coûts exposés par le tiers substitué sont facturés au titulaire.

La même disposition est applicable pour le cas où l'accord est résilié aux torts et risques du titulaire. Dans cette hypothèse, la décision qui prononce la résiliation le mentionne.

21. PERMANENCE ET CONTINUITE DES PRESTATIONS – SERVICE EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations. A ce titre il précisera dans son offre les dispositions prises pour assurer la continuité d'activité.

En cas de défaillance de son personnel qu'elle qu'en soit la cause (maladie, fait de grève), le titulaire est tenu d'assurer l'intégralité de la prestation.

Le recours à un personnel de remplacement est conditionné par l'accord du représentant de

l'organisme concerné. Les agents de remplacement auront la même qualification que les agents défaillants.

22. RESILIATION

Il sera fait application des dispositions prévues au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services.

- En application de l'article L 8222-6 du code du travail, L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du Travail, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

En plus de l'article 32 du CCAG « résiliation pour faute du titulaire », le marché peut- être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans le cas où le titulaire interrompt les prestations plus de 48h sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, après une mise en demeure restée sans effet pendant 8 jours à compter de la réception de la lettre recommandée AR.

Dans les mêmes conditions, l'accord cadre peut-être résilié si le prestataire ne remplit pas l'une des obligations contractuelles mises en charge.

23. ARBITRAGES ET LITIGES

Tout contentieux concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage sera soumis au Tribunal compétent dans le ressort de la Cpm de la Savoie.

24. DEROGATIONS AUX TEXTES GENERAUX

Article CCAP	OBJET	ARTICLE CCAG
5	Pièces du marché	4
7.1	Délai des prestations	3.7.2
12	Pénalités	14
18.3	Augmentation de prix	25